

L'interminable feuilleton de la réforme de l'armée : une armée en modèle réduit pour les conflits du passé

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2015)**

Heft 2073

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1017300>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un passeport pour tous les Suisses

Pas d'automatisme, mais une naturalisation facilitée pour les petits-enfants d'immigrés qui n'ont pas encore fait le pas

Albert Tille - 15 mars 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27392>

Les petits-enfants des immigrés doivent pouvoir obtenir plus facilement la nationalité suisse. Ainsi en a décidé le [Conseil national](#) par 122 voix. Au [projet](#) concrétisant une [initiative parlementaire](#) de la socialiste vaudoise Ada Marra s'opposaient 51 parlementaires UDC accompagnés de six PLR et d'un PDC. Décompte sans surprise, courant normal de la politique suisse.

Ada Marra a déposé son initiative en 2008. La Suisse doit reconnaître ses enfants et cesser d'appeler «étrangers» ou «étrangères» les personnes nées en Suisse de parents nés ou élevés en Suisse, affirme cette fille d'immigrés italiens qui, par sa première intervention de parlementaire

fédérale, veut corriger un [vote populaire de 2004](#) sur la naturalisation des étrangers de la troisième génération. Ce projet avait été refusé à 51,6% (et même à 76% en Appenzell Rhodes-Intérieures), mais accepté à Berne et Bâle et à l'unanimité des cantons latins, avec des scores allant de 53,4% en Valais à 72,4% chez les Vaudois.

Pour Marra la Vaudoise, l'électorat suisse devrait accepter une version allégée du projet de 2004. La naturalisation ne sera que facilitée, au lieu d'être accordée automatiquement à la naissance. Acceptée facilement au Parlement, l'initiative a subi un retard dans son traitement en raison de la collision d'une série de dates. Il fallait d'abord

en terminer avec une [révision de la loi sur la nationalité](#) liée à celle de la loi sur les étrangers. Cette procédure en cascade a pris fin sans référendum.

Le score élogieux de 122 voix pour l'initiative Marra n'est pas une surprise. Le projet de 2004, bien que plus généreux, avait été plébiscité par 149 voix au Conseil national. L'accord du Conseil des Etats n'est qu'une formalité, lui qui avait soutenu sans opposition la naturalisation automatique.

Ce sera une autre affaire devant le peuple. Le parti le plus grand et le plus riche du pays ne manque jamais de susciter la crainte de l'étranger, même si celui-ci est déjà un vrai Suisse.

L'interminable feuilleton de la réforme de l'armée

Une armée en modèle réduit pour les conflits du passé

Jean-Daniel Delley - 13 mars 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27386>

Le redimensionnement de l'armée ne doit pas faire illusion. Même à effectifs réduits, elle reste un instrument inadapté aux risques actuels.

On ne parle plus de réforme

mais de [développement de l'armée](#). Est-ce pour éviter d'apeurer les nostalgiques de l'armée de papa, cette armada qui devait nous protéger à l'époque de la guerre froide? Le camouflage terminologique

n'a pas fonctionné. Les organisations militaires traditionnelles - le [Groupe Giardino](#) et [Pro Militia](#) notamment - ont aussitôt enjoint les députés de résister à un «*démantèlement*»

irresponsable», l'UDC entonnant le même refrain.

Non sans un certain succès puisque la commission du Conseil des Etats a modifié dans leur sens le projet du Conseil fédéral: trois et non deux brigades mécanisées; un effectif de 140'000 et non 100'000 personnes; des cours de répétition de trois et non de deux semaines. On peut s'attendre à ce que le plénum suive le mouvement la semaine prochaine.

Il faut rappeler que le processus était d'emblée mal parti. Les deux textes censés guider cette modernisation de l'armée n'ont jamais pris acte de la transformation géopolitique engendrée par la chute du Mur. Celui relatif à la politique de sécurité (2010), deux fois renvoyé par le Conseil fédéral à son expéditeur Ueli Maurer, n'est qu'une insipide juxtaposition de constats et de propositions non exemptes de contradictions ([DP 1867](#)). Le rapport sur l'armée (2010 également) n'est pas de meilleure facture, naviguant sans cesse entre nécessité de s'adapter à une nouvelle donne et volonté de maintenir une défense armée classique.

L'immobilité dans le changement, commentions-

nous alors ([DP 1885](#)). Depuis, sur fond d'incertitude conceptuelle et de nostalgie, le Conseil fédéral et le Parlement n'ont cessé de se disputer sur le montant budgétaire à allouer à cette armée dont on peine à définir et actualiser les tâches; et le peuple a rejeté l'achat de nouveaux avions.

Que la Suisse doive disposer d'une armée bien instruite, équipée de moyens modernes et rapidement opérationnels, certes. Mais pour quoi faire? Lors du [débat d'entrée en matière](#), des sénateurs n'ont pas manqué d'évoquer la situation de l'Ukraine pour justifier le développement proposé, voire même renforcer les effectifs. Comme si des insurgés allaient s'emparer d'une portion du territoire helvétique avec le soutien d'un pays voisin ou de Vladimir Poutine! Sans parler du scénario - issu de la guerre froide - d'un déferlement de blindés et de fantassins - venant d'où? - dont la place est au musée. Or c'est bien à ce genre de menaces que persistent à se référer le département de la défense et la majorité du Parlement: armée certes redimensionnée, mais modèle réduit pour conflits du passé.

Car les menaces auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés prennent un nouveau visage. Il s'agit de la guerre économique qui vise à capter des marchés et affaiblir la force de frappe des entreprises adverses. Il s'agit de la guerre cybernétique qui permet tout à la fois de dérober des informations importantes et de paralyser le réseau de communication. Il s'agit d'attaques terroristes contre des installations sensibles (aéroports, voies de communication, par exemple). Pour reprendre le propos du stratège chinois Sun Tzu, cité lors du débat d'entrée en matière par le Vert vaudois Luc Recordon, il s'agit de vaincre l'ennemi sans combattre ou du moins en minimisant ses propres pertes.

Notre modèle réduit ne paraît guère apte à contrer ces menaces. On parle effectifs et armements alors que les services de renseignements sont notoirement sous-développés, comme l'est également la coordination entre forces de police et entre ces dernières et l'armée. Enfin, comment ne pas évoquer l'indispensable coopération européenne à l'heure où les menaces tout comme les réponses à leur adresser ne peuvent être que continentales.